

INTERNATIONAL : Guantanamo, l'éthique, l'Irak

Date de parution: Jeudi 22 janvier 2009

Auteur: Luis Lema, New York

ETATS-UNIS. Dès sa prise de fonctions, le président Obama suspend les très controversés tribunaux d'exception. Lobbies et fonctionnaires avertis.

La décision est arrivée à Guantanamo juste avant minuit mardi. Voulu par le nouveau président des Etats-Unis, elle stipule la suspension du système mis en place pour juger les détenus de cette prison d'exception. Barack Obama a tenu parole, même si le processus qui doit lancer la fermeture de la prison elle-même ne devrait suivre que dans les jours prochains.

Visant à se donner du temps pour clarifier le statut juridique des détenus et la manière de continuer, ou non, les poursuites contre eux, cette décision est avant tout un signal que voulait lancer le président tout juste investi. Un signal fort et risqué, puisque parmi les détenus figure Khalid Cheikh Mohammed, qui s'est défini lui-même comme l'organisateur des attentats du 11 Septembre, ainsi que quatre de ses complices présumés. En tout, quelque 250 personnes sont actuellement détenues dans ce camp, et 21 cas sont en attente de jugement devant les commissions militaires instaurées par l'administration Bush.

Le traitement des prisonniers de Guantanamo est devenu l'une des questions clés sur lesquelles se centre la volonté de rupture exprimée par Barack Obama. Elle est aussi l'embout par lequel pourraient surgir en pleine lumière les agissements de l'administration précédente, dont certains membres ont concédé juste avant de partir qu'ils avaient bel et bien eu «recours à la torture». Signe de l'ampleur de l'enjeu, où apparaît en toile de fond une (très hypothétique) poursuite devant la justice de l'administration Bush: la commission sénatoriale chargée d'approuver la nomination du prochain procureur général (le ministre de la Justice) Eric Holder a décidé d'ajourner ses travaux mercredi. Certains membres républicains du comité ont assuré qu'ils voulaient «des précisions» après qu'Eric Holder a affirmé que la pratique de la simulation de noyade constituait à ses yeux une forme de torture...

Barack Obama ne veut pas laisser de doutes sur son souhait de «mettre fin à une ère». Hier, pour sa première journée complète en tant que président, il a annoncé d'autres décisions visant à réglementer davantage les manières politiques américaines. Son premier ordre exécutif concerne ainsi la limitation du rôle des lobbies, omniprésents à Washington. Les fonctionnaires fédéraux devront s'engager par écrit à ne pas recevoir de cadeaux de la part des groupes de pression. Les nouvelles règles empêchent aussi le passage, dans les deux sens, du monde des lobbies à celui des fonctionnaires. «Etre membre du service public représente un privilège. Ils ne sont pas nommés pour être au service d'intérêts particuliers ou pour remplir un agenda idéologique», assurait-il en promettant une nouvelle ère «d'ouverture et de transparence» de la part de son administration.

Le président, qui venait quelques heures plus tôt de lire la lettre laissée par son prédécesseur dans le Bureau ovale, a également annoncé le gel des salaires des fonctionnaires les mieux payés. «Les familles américaines se serrent la ceinture et Washington doit faire de même», expliquait-il. Dans la journée, Barack Obama devait encore se réunir avec les responsables du Pentagone pour une réunion consacrée à la guerre d'Irak puis avec son équipe chargée des questions économiques.

«L'essentiel est que ces gens puissent être jugés»

Caroline Stevan

La fermeture de Guantanamo pose de nombreuses questions juridiques

Des prisonniers dont on ne sait pas quoi faire, des procédures pas forcément adaptées, la fermeture annoncée du camp de Guantanamo suscite de nombreuses interrogations. L'analyse juridique d'Andrew Clapham, directeur de l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains (ADH), à Genève.

Le Temps: Que vont devenir les prisonniers détenus sur la base cubaine après la fermeture de la prison?

Andrew Clapham: L'une des principales questions qui se posent ici est de savoir si un certain nombre de pays, en Europe notamment, sont prêts à accorder l'asile à ces hommes. Jusque-là, la réponse était plutôt non, mais, visiblement, plusieurs Etats sont en train de changer d'avis. Ils ont à cœur d'aider la nouvelle administration américaine. Est concerné un groupe d'individus ne présentant aucune menace pour la sécurité mais encourant des risques de torture s'ils rentrent dans leur pays d'origine (ndlr: des Chinois ouïghours, des Libyens, des Algériens, des Ouzbeks ou des Egyptiens). Il faudra également trouver une solution pour les personnes ayant probablement

été maltraitées; le droit international interdit d'utiliser des informations obtenues sous la torture, tout procès serait donc inéquitable, mais on ne peut garder ces gens indéfiniment sans les juger. La question des assurances diplomatiques va aussi se poser.

- C'est-à-dire?

- La règle internationale de non-refoulement, qui interdit de renvoyer une personne chez elle si elle y risque la torture, n'est pas toujours facile à appliquer. Des individus considérés comme dangereux ont du mal à trouver refuge. Dans ce cas, on peut les renvoyer dans leur pays d'origine, à condition d'avoir des assurances diplomatiques, c'est-à-dire la garantie qu'ils ne seront pas maltraités. C'est un système très controversé parce que, s'il faut des assurances, c'est qu'il y a bien un risque. Les Etats-Unis pourraient mettre ce type de dispositif en place avec certains gouvernements, mais qui va vérifier que les détenus sont bien traités? Il faudrait mettre en place une commission ad hoc.

- Barack Obama a décidé de suspendre les procès devant les tribunaux d'exception de Guantanamo.

Qu'advient-il des personnes qui doivent être jugées?

- Les cent vingt jours de suspension pourront peut-être permettre de trouver une solution adaptée au sein de la juridiction américaine. Les cours d'exception posent un certain nombre de problèmes: les avocats de la défense n'ont pas le même accès aux informations que l'accusation; le choix des magistrats est discutable; la manière d'obtenir des informations est contestée... Un tribunal américain pourrait éviter ces failles, mais n'importe quelle cour n'est pas adaptée aux cas de Guantanamo. La plupart des crimes reprochés aux prisonniers ont été commis hors des Etats-Unis et ne sont pas définissables comme des crimes de guerre. De nombreux éléments restent flous et ne sont pas prévus par la justice américaine. Il est essentiel que ces gens soient jugés, certains attendent depuis plus de six ans sans aucune perspective.

Le prix à payer

Richard Werly

Commentaire.

L'avenir des relations transatlantiques se joue aussi à Guantanamo. C'est là, dans ce trou noir juridique inventé par une administration Bush que s'illustreront, demain, les valeurs communes partagées par les Etats-Unis et par l'UE: la confiance retrouvée dans l'Etat de droit, la primauté de la justice sur la vengeance et l'abandon de pratiques telles que les tribunaux d'exception ou la torture...

Cette obligation faite aux Européens d'aider leurs alliés américains à clore l'un des chapitres les plus noirs de leur histoire récente sera, de plus, salvatrice. Qu'ils acceptent ou non d'en être tenus pour responsables, les dirigeants des pays de l'UE alignés hier sur l'aventurisme militaire de Washington se verront confrontés, lors de la fermeture de la prison cubaine, à l'échec de leurs dérivés. Le verdict tombera de lui-même sur le funeste épisode des vols secrets de la CIA, sur lesquels le Suisse Dick Marty a tant enquêté. Fermer Guantanamo reviendra à admettre que ces «charters de la terreur» étaient inadmissibles.

C'est un devoir d'inventaire que Barack Obama, en décidant la suspension immédiate des poursuites contre les détenus de Guantanamo, impose à son pays. La main tendue de Bruxelles pour que le droit et la justice émergent de la base cubaine aura la même vertu, alors que tant d'Européens doutent de la suite des opérations militaires en Afghanistan où ils sont en première ligne. En refermant le piège des années Bush, l'Europe alliée de l'Amérique s'aidera à retrouver l'indispensable volonté: celle de combattre sans relâche, mais pas à n'importe quel prix, les ennemis jurés de nos démocraties.

Un Noir après l'investiture: «Il faut arrêter de se plaindre et commencer à bosser»

Luis Lema

Un débat politique impromptu entre Américains sur Barack Obama

Ils doivent rentrer chez eux, à Baltimore, à Philadelphie, à New York. La compagnie de bus tenue par les Chinois, qui dessert les villes de Chinatown en Chinatown, est de loin la moins chère. La moins regardante, aussi: en ce jour d'investiture de Barack Obama, elle a vendu dix fois plus de billets que de sièges disponibles. Les va-et-vient du cortège présidentiel, qui traverse la ville dans tous les sens pour assister aux traditionnels bals d'inauguration qui se tiennent une partie de la nuit, congestionnent la circulation. Il faut attendre des heures dans le local glacé. Et les langues se délient.

Un homme noir, badges du nouveau président accrochés sur son bonnet de laine et sur sa veste polaire, raconte à son voisin, un jeune étudiant blanc new-yorkais: il s'est levé à 2 heures du matin pour être sûr de ne rien perdre de l'événement. Il s'est réservé une place au premier rang de l'esplanade du Mall. Il en est encore transporté. Sur le chemin du retour, il a raflé tous les journaux qu'il a pu trouver, marquant ce jour historique. Il va les distribuer aux

amis, restés à Philadelphie. Pour lui, l'élection de ce président, c'est la fin de l'esclavage. La fin des complexes. Le début d'une ère.

- Ce que nous montre ce gars, c'est l'importance de l'éducation. Il s'est débrouillé pour faire Columbia. Il a travaillé dur pour réussir à Harvard. C'est la preuve que c'est possible. Mes neveux, maintenant, veulent tous devenir président des Etats-Unis. Il faut arrêter de se plaindre et commencer à bosser, lance-t-il à la cantonade.

«Obama fait partie du système»

Des applaudissements ponctuent son intervention. L'étudiant new-yorkais hoche la tête en signe d'approbation.

Mais, derrière lui, un autre homme se lève:

- OK, man, je vois ce que tu veux dire. Techniquement, nous sommes tous des Américains. Mais en fait nous sommes un mélange, pas des Noirs africains, pas des Blancs. N'oublie pas que nous avons été amenés ici de force. C'est nous qui avons construit ce pays. Obama ou pas, nous n'avons pas encore tous les droits. Ce pays n'est pas encore à nous.

Embarras dans l'assistance. Certains s'agitent sur leur chaise, mais un autre homme en rajoute:

- Obama fait partie du système. Il ne va pas changer les Etats-Unis. C'est nous qui avons payé les F-16 qui bombardent les Palestiniens à Gaza. Tu crois qu'Obama va faire autre chose?

A l'autre coin de la salle, une étudiante blanche lève la main pour prendre la parole. On la rassure, chacun pourra parler. Mais, pour l'instant, l'homme poursuit:

- Le collège et l'université ne sont faits que pour nous programmer, pour nous faire oublier nos origines. Ce n'est pas de cette manière que nous allons nous libérer. La réussite d'un individu ne signifie pas que tous les problèmes sont résolus. Ce qu'il nous faut en Amérique, c'est une révolution.

L'étudiante s'est levée à son tour. Elle parle d'une petite voix, bousculée par l'émotion.

- Et que fais-tu de la valeur de la connaissance, de ce que t'apporte la culture? Blancs ou Noirs, il faut arrêter de penser en termes de race. Nous sommes tous des êtres humains, that's it!

Pays métissé en marche

Même les plus farouches semblent reconnaître la pertinence du propos en laissant échapper un murmure appréciatif, comme dans une église noire après les propos du pasteur. La moitié des intervenants dans ce forum politique impromptu sont maintenant debout et parlent tous à la fois. De quoi énerver l'employée chinoise de la compagnie d'autobus, qui n'y comprend rien et se met à hurler pour ramener un semblant d'ordre avant l'arrivée du prochain véhicule. Les gens prennent leurs valises, l'assistance se dissout. L'Amérique métissée de Barack Obama est en marche...

L'Union européenne à l'épreuve de la justice

Richard Werly

L'accueil de détenus de Guantanamo risque de rouvrir les divisions.

La main tendue a donc été saisie. Mercredi à Bruxelles, le commissaire européen à la Justice Jacques Barrot s'est empressé de saluer le «symbole très, très fort» de l'annonce de Barack Obama. Avant d'annoncer qu'il se rendra très vite aux Etats-Unis avec le ministre tchèque de l'Intérieur, Ivan Langer - dont le pays préside l'UE - pour examiner les conditions d'un accueil de détenus de Guantanamo sur le Vieux Continent. Le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE, le 26 et 27 janvier, devrait en débattre.

La dernière proposition en date est venue du Portugal en décembre. Il s'agissait, alors, d'accueillir les prisonniers exposés aux pires représailles s'ils rentrent dans leurs pays. Une proposition inspirée de l'exfiltration, en mai 2002, des combattants palestiniens de la basilique de la nativité de Bethléem, assiégée par l'armée israélienne.

«La situation est kafkaïenne»

En vertu d'un accord conclu par l'UE, six pays européens (dont le Portugal) avaient accepté d'accueillir 13 Palestiniens. Mais l'équation de Guantanamo est bien plus compliquée vu les différentes catégories de détenus: ceux dont les procès «d'exception» ont commencé; ceux sur lesquels pèsent des charges réelles et qui devraient être jugés. Et tous les autres.

«La situation est kafkaïenne», a commenté hier le conseiller aux Etats suisse, Dick Marty, ancien rapporteur du Conseil de l'Europe sur les vols secrets de la CIA qui ont permis d'acheminer ces suspects au-dessus du ciel européen. «Tous les pays européens qui ont critiqué Guantanamo doivent faire un effort pour aider les Etats-Unis, où le transfert de ces détenus semble difficilement soutenable», a-t-il poursuivi, convaincu qu'aujourd'hui «on ne sait pas comment fermer Guantanamo».

Les Vingt-Sept peuvent toutefois s'appuyer sur deux résolutions du Parlement européen. L'une, le 16 février 2006, appelait à la «fermeture immédiate du site» et demandait que «chaque prisonnier soit traité conformément au droit international humanitaire». L'autre, le 12 décembre 2007, demandait «une initiative de niveau européen et international pour la réinsertion des prisonniers de Guantanamo qui ne peuvent être renvoyés dans leur pays d'origine sans risquer d'y être persécutés ou même torturés». Plusieurs pays, communautaires ou non, se sont déclarés depuis prêts à les accueillir. C'est le cas du Portugal, du Royaume-Uni, de l'Albanie ou de la Suède, rejoints hier par la Suisse. La France a promis de son côté «d'étudier les demandes».

Le bât blesse en revanche pour d'autres. L'Allemagne, dont les services secrets sont accusés d'avoir prêté

main-forte à la CIA et dont les bases américaines ont sans doute servi de transit, attend une décision de Bruxelles. Mais l'héritage de Guantanamo est surtout empoisonné pour la Pologne, les Pays baltes, la Roumanie ou... la République tchèque, hier alignés sur Washington. L'eurodéputée portugaise Ana Gomes a aussi dans le collimateur le président de la Commission José Manuel Barroso, responsable selon elle d'avoir «fermé les yeux sur les transferts illégaux de détenus» lorsqu'il était premier ministre, entre avril 2002 et juillet 2004.

La Suisse n'exclut pas de faire un geste

Valérie de Graffenried

Accueillir des détenus? Berne promet une analyse «détaillée et minutieuse» d'un tel scénario.

Le Conseil fédéral a salué mercredi l'intention de Barack Obama de fermer Guantanamo. Il a rappelé qu'il juge l'incarcération de personnes dans cette prison américaine «contraire au droit international public» et a précisé que la Suisse étudiera la possibilité de prendre en charge des détenus libérés. Le gouvernement suisse entend toutefois mener une analyse «détaillée et minutieuse» avant de prendre une décision. «En particulier pour ce qui relève des aspects sécuritaires et juridiques», précise-t-il dans un communiqué.

Prudence, donc. Dans nos colonnes, la ministre de Justice et Police, Eveline Widmer-Schlumpf, avait d'ailleurs récemment souligné (LT du 10.1.09): «Ce sont les Etats-Unis qui ont créé Guantanamo et qui devraient donc régler le problème. La Suisse ne doit pas décider seule d'accueillir des ex-détenus de Guantanamo, mais si une solution européenne se dessine, nous n'excluons pas d'y participer.»

Jusqu'à présent, la Suisse a toujours eu une attitude dure par rapport aux prisonniers de Guantanamo. Trois demandes d'asile de détenus innocents ont été déposées en Suisse en juin, juillet et août 2008. Et toutes trois - elles concernaient un Libyen, un Algérien et un Ouïgour (Chine) - ont été refusées. Motif invoqué par Berne: ces demandes, traitées de manière individuelle, auraient pu être déposées ailleurs.

Recours au tribunal

En clair: ces trois personnes ne pouvaient pas prétendre à l'asile, n'ayant aucun lien avec la Suisse. Un recours contre ces décisions a été déposé au Tribunal administratif fédéral. Il est soutenu par Amnesty International. La Suisse avait déjà refusé une demande américaine d'accueillir un contingent d'Ouïgours en 2004.

La déclaration du Conseil fédéral a immédiatement fait réagir l'UDC. Dans un communiqué, le parti accuse Berne de vouloir accueillir de «présomés terroristes». «A une époque où l'immigration et les entrées de requérants d'asile explosent, cette décision est plus déplacée que jamais», déplore l'UDC, en épinglant au passage Micheline Calmy-Rey.